



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

permis de conduire

Question écrite n° 54298

Texte de la question

Mme Claude Greff appelle l'attention de Mme la secrétaire d'État aux personnes handicapées sur les difficultés rencontrées par les personnes sourdes ou malentendantes lors de contrôles routiers. Cinq millions de Français, soit environ 8 % de la population française, sont aujourd'hui atteints de surdité, à un degré plus ou moins important. Ce handicap ne les empêche pourtant pas de pouvoir conduire des véhicules particuliers, et donc d'être soumis à des contrôles d'identité sur les voies publiques. Or parfois, les agents opérant les contrôles routiers mettent en doute la bonne foi du conducteur sourd ou malentendant, voire les pénalisent pour défaut de coopération, faute de réussir à communiquer avec eux. Pour éviter ce genre d'incidents, certaines associations préconisent qu'un document officiel, sur lequel serait apposé le symbole de la surdité, puisse être présenté à l'officier de police ou gendarmerie effectuant la vérification des papiers du conducteur. Elle lui demande donc de bien vouloir préciser s'il pourrait être envisagé que le logo de l'oreille barr e apparaisse sur un document officiel tel que la carte grise, voire la carte d'invalidité, sur laquelle n'est actuellement mentionné que le taux du handicap, mais pas sa nature. - Question transmise à M. le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer.

Texte de la réponse

Les personnes atteintes de surdité sont soumises à un examen médical préalable à la délivrance d'un permis de conduire.   l'issue de cette visite, lorsque l'aptitude est reconnue, le droit de conduire est soumis à une restriction, celle de ne circuler qu'avec des rétroviseurs de chaque côté du véhicule. Cette mention est codifiée au niveau européen sous le code 42. La présentation du permis de conduire étant obligatoire lors des contrôles routiers, la présence de cette mention apparaît suffisante. Il n'est donc pas envisagé une modification du code de la route sur ce point qui ne pourrait d'ailleurs s'effectuer qu'au niveau européen.

Données clés

Auteur : [Mme Claude Greff](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question  crite

Numéro de la question : 54298

Rubrique : Sécurité routière

Ministère interrogé : personnes handicapées

Ministère attributaire :  quipement

Date(s) cl e(s)

Question publiée le : 28 décembre 2004, page 10391

Réponse publiée le : 17 mai 2005, page 5113